

MÉDAILLE D'OR
Exposition Internationale
Lille 1901 pour la
LUBROCILINE
FR
M^{me} FRANCHONNE
LILLE

Journal de Roubaix

LA SAMARITAINE
7, r. du Vieil-Archevêque
ROUBAIX
Maison spéciale
de
ROBES & CONFECTIONS
Japonais, Peignoirs, Carreaux

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements de la région. — Trois mois, 9 fr. ; six mois, 16 fr. ; un an, 28 fr. — Les autres départements et l'étranger le port en sus. — Agence particulière à Paris, 26, rue Feytaud

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES. — A ROUBAIX, au bureau du journal, Grande-Rue, 71. A TOURCOING, au bureau du journal, rue Carnot, 5. A BRUXELLES, dans les agences de publicité. — Le Journal de Roubaix est en vente dans les principales librairies et bibliothèques de Paris.

LA PAIX

La guerre sud-africaine, cette longue guerre qui dure depuis le 22 octobre 1899, est donc terminée. C'est, en effet, le 18 octobre que M. Chamberlain refusait de discuter les propositions de Transvaal. Le lendemain éclatait la fièvre et prophétique parole du grand Kruger : « Nous étoufferons le monde ! »

Les Boers n'hésitaient pas à prendre l'offensive et envahissaient à la fois le Natal et le Cap. Sur la frontière occidentale, Cronje, avec 6.000 Boers, investissait Mafeking, puis Kimberley, la ville aux diamants, où se trouvait en garnison Cecil Rhodes. A Joubert battait à Glencoe le général Symons, tué d'une balle au ventre, et forcé le général White à s'enfermer dans Ladysmith.

Le général Methuen marche au secours de Kimberley. Le 23 novembre, il est battu à Belmont. Il tente de franchir la Modder, Cronje lui inflige une sanglante défaite à Magersfontein, où le général Buller est tué. De même, le général Buller est battu à Stormberg et laisse 600 prisonniers aux mains des Boers.

Devant Ladysmith, sir Redvers Buller n'est pas plus heureux. Battu le 21 octobre à Standersburg, il perd onze canons à Colenso.

La bataille de Tlokoeng se termine le 28 novembre. Le général Buller, vainqueur de Magersfontein, est envoyé au Transvaal en qualité de généralissime, avec, pour le second, Kitchener, le vainqueur de Khartoum. Ils arrivent au Cap le 11 janvier. L'effectif des troupes anglaises est de 150.000 hommes.

Le 12 et le 13, les troupes anglaises ne sont pas une victoire. Le général Buller est battu à Mafeking le 12 janvier. Le 13, il est battu à Stormberg. Le 14, il est battu à Mafeking. Le 15, il est battu à Mafeking. Le 16, il est battu à Mafeking. Le 17, il est battu à Mafeking. Le 18, il est battu à Mafeking. Le 19, il est battu à Mafeking. Le 20, il est battu à Mafeking. Le 21, il est battu à Mafeking. Le 22, il est battu à Mafeking. Le 23, il est battu à Mafeking. Le 24, il est battu à Mafeking. Le 25, il est battu à Mafeking. Le 26, il est battu à Mafeking. Le 27, il est battu à Mafeking. Le 28, il est battu à Mafeking. Le 29, il est battu à Mafeking. Le 30, il est battu à Mafeking. Le 31, il est battu à Mafeking.

Après avoir été repoussé à Mafeking, le général Buller est battu à Stormberg le 10 janvier. Le 11, il est battu à Mafeking. Le 12, il est battu à Mafeking. Le 13, il est battu à Mafeking. Le 14, il est battu à Mafeking. Le 15, il est battu à Mafeking. Le 16, il est battu à Mafeking. Le 17, il est battu à Mafeking. Le 18, il est battu à Mafeking. Le 19, il est battu à Mafeking. Le 20, il est battu à Mafeking. Le 21, il est battu à Mafeking. Le 22, il est battu à Mafeking. Le 23, il est battu à Mafeking. Le 24, il est battu à Mafeking. Le 25, il est battu à Mafeking. Le 26, il est battu à Mafeking. Le 27, il est battu à Mafeking. Le 28, il est battu à Mafeking. Le 29, il est battu à Mafeking. Le 30, il est battu à Mafeking. Le 31, il est battu à Mafeking.

Le 17 janvier 1901, la reine Victoria mourait, ses derniers jours attristés par les désastres de cette guerre. Le peuple commença à désirer la paix. La guerre avait déjà coûté 3 milliards. Des négociations furent entamées le 2 février entre Kitchener qui avait remplacé lord Roberts, rentré en Angleterre, et Botha. Elles échouèrent. Botha ne pouvant traiter sur une autre base que celle de l'indépendance absolue et de l'amnistie. La lutte reprend encore. Toutes les forces anglaises donnent contre Dewet qu'on va cerner enfin.

Mais Dewet, une fois de plus disparaît. On le cherche à droite, il est à gauche. Les tentatives contre Dewet et Botha ont le même succès. Toutes les colonnes lancées par Kitchener reviennent déçues. Enfin, le pays est à peu près sûr aux portes mêmes de Johannesburg, de Pretoria, les Boers se montrent en force. Et depuis cinq mois l'annexion a été proclamée !

Le 2 mai 1901, commandé par Delarey, les Boers prennent six canons et font 600 prisonniers à Kolk-pruit.

Rien ne peut réduire les Boers. Kitchener peut envahir la République d'Orange dans des milliers de kilomètres de fils de fer barbelés ; il peut établir de mille en mille ses fameux blockhaus qui coûtent si cher, rien ne résiste aux Boers, et l'on sait comment les soldats de Dewet, accablés, rompent, montés sur des bœufs, les mailles de fer du généralissime anglais.

Certes, les troupes anglaises remportent quelques succès. Elles s'emparent d'un héros, presque un enfant, qui, pendant 18 mois, n'a cessé de harceler l'ennemi au Cap, Sheepers, malade, trouvé dans un chariot seul, blessé. Ils le fusillent après l'avoir porté sur le lieu de l'exécution ! Ils allaient en faire autant de Krutzinger, blessé par avoir porté secours à l'un de ses soldats, mais Delarey venait de remporter une victoire significative ; il avait battu lord Methuen obligé de se rendre après avoir reçu une grave blessure. On sait comment Delarey rendit la liberté au noble général anglais ; la cour martiale qui jugea Krutzinger ne pouvait qu'acquiescer le général boer. C'est ce qu'elle fit, mais elle l'envoya dans un camp de concentration.

Dans le mois de décembre, les Anglais subirent une nouvelle série d'échecs ; Dewet, Botha firent éprouver de cruelles défaites aux troupes

de Kitchener. Et la guerre semblait d'autant plus s'éterniser que Kitchener en annonçait la fin dans chacune de ses dépêches.

Toutefois, la diplomatie commençait à marcher. M. Kuyper, chef du cabinet hollandais, était rendu à Londres. Il y avait vu Salisbury, Chamberlain, Rosebery. La réponse à ses démarches, M. Chamberlain la donna à la Chambre des Communes : « Nous n'avons pas à traiter avec des chefs de bandes ! Que les Boers déposent les armes, nous verrons après ! »

Mais le ministre de la reine Wilhelmine continuait les démarches. Il avait échoué auprès des hommes d'Etat anglais, il se permit d'être plus heureux en faisant agir auprès des chefs boers. Les négociations, qui semblent être couronnées par des propositions fermes de paix, sont connues de tous ; elles datent d'hier ; nous ne nous étendons pas sur ce sujet. Toutefois, si elles ont abouti, c'est que les Anglais ont cédé beaucoup plus qu'ils ne veulent le laisser croire.

Edouard VII, on le sait, est prêt à accorder l'amnistie complète ; le roi ne veut pas être couronné alors que coule la-bas le ruisseau de sang. Bien sûr, les Boers ne peuvent réclamer l'indépendance absolue, mais ils comptent bien qu'ils obtiendront un *dominium* tel qu'il fonctionne au Canada. De plus, l'Angleterre prendra l'engagement de reconstruire les fermes détruites ; de donner à ces fermiers bibliques les ressources pour qu'ils puissent recommencer à labourer leurs champs ; quant aux mines d'or, objet des convoitises de Chamberlain, ils les abandonnent, dédaigneux, regrettant seulement que leur sol soit si riche, puisque c'est la conquête de tant de trésors qui aura coûté tant de larmes et tant de sang, qui aura tué la race, en tuant les mères et les enfants dans des camps de la mort, inventés par Kitchener.

Pour ce noble peuple, les 70.000 Anglais tués et les six milliards perdus par l'Angleterre ne sont pas une compensation.

Il leur reste, à tous ces braves gens, la gloire d'avoir lutté jusqu'au bout pour leur indépendance, d'avoir « donné le mètre » par la splendeur de leur héros me. Ils ne sont pas vaincus, et s'ils écoutent aujourd'hui les représentants de l'Angleterre, c'est certainement parce que les propositions de paix sont acceptables. Ils sortent grands de cette guerre de trente mois, qui a ruiné si complètement la légende de la puissance anglaise, et ceux que M. Chamberlain appelle des bandits — les Dewet, les Delarey, les Botha, les Steijn, les Schalk-Burger — traitent d'égal à égal avec lord Milner et lord Kitchener, et apposeront leurs signatures à côté de la signature de Chamberlain !

E. D.

INFORMATIONS

LA DÉMISSION DU CABINET
Paris, 2 juin. — Le président de la République ne rentrait que demain matin, la note officielle annonçant la démission du ministère ne sera publiée que mercredi à l'officiel. Le jour même, M. Loubet commença la consultation en vue de la constitution d'un nouveau ministère. Les ministres se réuniront demain en conseil à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet.

LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS
Paris, 2 juin. — La Chambre s'est réunie aujourd'hui dans ses bureaux pour examiner les dossiers des élections. Ces dossiers ont été répartis par ordre alphabétique entre les onze bureaux. Il y a en tout, 222 élections contestées, la plupart des contestations n'ont d'ailleurs aucune importance.

M. LOUBET A MONTELMAR
Après être resté quelques heures après de sa mère, M. Loubet est revenu à Montélimar. A 2 heures, toutes les Sociétés musicales venues à Montélimar pour prendre part au concours défilent devant la demeure du président.

LES CADETS DE LA MARINE SUÉDOISE
Bordeaux, 2 juin. — Le directeur, les professeurs et les élèves de l'école principale du service de santé de la marine ont reçu hier les officiers et les cadets de la corvette suédoise *Fréja*, arrivée dans notre port depuis huit jours. Un brillant lunch a été servi à l'école du cours Saint-Jean.

AU CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS
Paris, 2 juin. — La deuxième session ordinaire du Conseil municipal s'est ouverte aujourd'hui, sous la présidence de M. Opportun, doyen d'âge.

LE SHAH DE PERSE A CONTREXÉVILLE
Contrexéville, 2 juin. — Le Shah de Perse arrivera demain mardi à Contrexéville. Comme l'an passé, il occupera avec sa suite, composée de trente-cinq personnes, l'hôtel de la Souveraine, qu'il a loué en entier.

ELECTIONS MUNICIPALES A ALGER
Alger, 2 juin. — Le conseil municipal antijudaïque ayant été dernièrement dissous à la suite de fraudes électorales, constatées par arrêt du Conseil d'Etat, de nouvelles élections pour trente-trois conseillers ont eu lieu. La liste radicale est élue par une grosse majorité, battant les deux listes antijudaïques, patronnées l'une par M. Max Régis et M. Antonini, maire sortant, l'autre par M. Voingt, ancien maire, et M. Lionne, ancien adjoint, candidat malheureux aux dernières élections législatives à Asnières.

LES CONGRES DES ARCHITECTES FRANÇAIS
Paris, 2 juin. — Le Congrès annuel des architectes français s'est ouvert ce matin, à neuf heures et demie, dans l'hémicycle de l'École des Beaux-Arts.

M. Verham, de Lille, a été nommé membre du bureau.

L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU PRINCE IMPÉRIAL
Paris, 2 juin. — A l'occasion du vingt-troisième anniversaire de la mort du prince impérial tué au d'Albi à l'église Saint-Augustin. Des drapeaux de Comités cravatés de crêpe avaient été placés auprès du catafalque. La messe a été célébrée par le R. P. Eymard, ancien supérieur des chapelains de l'impératrice.

UN DON DE 11.000 FRANCS A LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE
Paris, 2 juin. — En mémoire de son fils, le prince Henri d'Orléans, mort au cours de son troisième voyage en Indo-Chine, le duc de Chartres a remis à la Société de géographie la somme de 11.000 francs pour la constitution d'une bourse de voyage. Cette bourse, qui se monterait à 1.000 francs, sera donnée tous les trois ans à un Français, pour lui faciliter un voyage géographique utile aux intérêts nationaux et effectué de préférence en Asie.

LES ASSURANCES SUR LA VIE
M. Méliard, instruit par la catastrophe de la « Rente Viagère » qui aurait pu être évitée — si les réserves et rempôts statutaires avaient été surveillés par des inspections officielles — est préoccupé d'organiser le contrôle des sociétés traitant les affaires viagères. Il a institué une commission qui a nommé une sous-commission composée de MM. Paulin, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, Marie et Weber, actuaires, et Chautou, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, chargés de lui présenter un avant-projet.

AU VATICAN
Rome, 2 juin. — La mission américaine a été reçue à midi par le cardinal Rampolla.

LA CONVENTION DE BRUXELLES
On écrit de Vienne au *Temps* : « Dans les milieux parlementaires on craint que la commission chargée d'examiner la question d'un traité de commerce entre la Belgique et l'Autriche ne soit rejetée par l'Autriche sans motif. Les démarches ont été faites en vue d'amener une entente entre des industriels et fabricants allemands, autrichiens et français. »

CHAUFFEUR COMPAGNE A 200 FR.
Paris, 2 juin. — La 9e chambre correctionnelle a condamné, M. Schliemann, l'étudiant, qui, il y a quelques mois, dévasta avec son automobile, un homme de lettres, M. Quellien. Le tribunal a estimé que M. Schliemann n'avait pas été aussi imprudent qu'on l'a prétendu d'abord. L'étudiant avait, du reste, versé déjà une somme de 30.000 francs à la veuve de M. Quellien.

UNE GREVE A BARCELONE
Barcelone, 2 juin. — Les ouvriers des ouvriers de l'usine d'acier ont fait grève à la lumière à la ville de Barcelone. Ils sont mis en grève.

LA GREVE DES TABACS
Manifestations de solidarité
Toulouse, 2 juin. — Les ouvriers des manufactures de tabacs ont informé le directeur que, solidaires des grévistes de Reully, ils cesseraient le travail.

LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
Ainsi que nous l'avons dit, les décrets et arrêtés ministériels concernant la réforme de l'enseignement secondaire ont paru, lundi matin, au *Journal officiel*. Le contenu principal de ce régime financier des écoles, le recrutement des chefs d'établissement, l'organisation des études en deux cycles et les programmes du baccalauréat. Sur tous ces points, ils sont conformes aux projets déjà connus. L'autorité des professeurs est accrue en ce qui concerne l'administration intérieure de l'établissement, mais on leur impose d'être agréés, d'avoir été professeurs titulaires et on cherche à les fixer à leur poste au lieu de leur donner en cours d'année un traitement de cinq ans de résidence au minimum.

Des dispositions analogues s'appliquent aux principaux de collège avec la seule différence que la licence leur est demandée au lieu de l'agrégation. On relève dans les programmes d'études, sans une note assez conçue : « Les nouveaux plans d'études entreront en vigueur à partir de la prochaine année scolaire. Toutes les mesures transitoires seront prises pour les élèves en cours d'études et les règlements très prochainement par voie de circulaire à MM. les recteurs des académies. »

Cette note indique que l'application de la réforme va être immédiate et générale.

Enfin, les livres seront toujours mixtes, c'est-à-dire composés au moins pour moitié de membres de l'enseignement supérieur et de membres de l'enseignement secondaire. Ces derniers pourront être des professeurs en exercice ou des professeurs honoraires ; ils seront en tout cas agréés par le ministre.

Cet ensemble important des décrets et arrêtés du 31 mai 1902 constitue la nouvelle charte de l'enseignement secondaire. C'est le point final à la réforme dont l'élaboration aura occupé plus de trois ans et demi, car la commission Ribot remonta au commencement de la précédente législature, et c'est le 12 décembre 1898 que la Chambre lui a confié les pouvoirs d'une commission d'enquête.

LES PRINCES INDIENS A MARSEILLE
Marseille, 2 juin. — Rien de plus pittoresque que l'arrivée, à Marseille, des cinq princes indiens qui vont assister au couronnement du roi d'Angleterre.

Hier, à quatre heures, un des courtiers spéciaux du roi, M. Dorey, ancien courtier de la reine Victoria, s'embarqua sur la compagnie de conseil d'Angleterre pour aller au large à la rencontre du paquebot de la Compagnie péninsulaire, qui transportait le maharajah de Gajpou, le plus puissant et le plus riche des princes indiens. Le paquebot, le *Prince de Galles*, est parti de Calcutta le 25 mai. Le maharajah de Gajpou est un homme de cinquante-cinq ans environ, d'une taille élevée et bien prise ; il a

le teint fortement basané. Vêtu d'un splendide costume oriental et couvert de bijoux du plus haut prix, le prince se tenait dans un des salons du paquebot, entouré d'une vingtaine de dignitaires. Il portait sur son turban, le fameux d'assant indien dont il a été déjà parlé et qui vaut, paraît-il, plus de cinq millions. Le prince est accompagné d'une suite de cent trente-deux personnes. Pour se conformer aux usages hindous, il amène avec lui le plébéien de ses serviteurs, parmi lesquels son bouclier. Un détail curieux a été révélé par un des personnes de son entourage : pour se conformer à l'étiquette, le maharajah a emporté avec lui des Indes toute l'eau qu'il doit boire pendant son voyage, pour son usage personnel ; c'est dire qu'il a avec lui un encombrant bagage. Le prince est parti à une heure, par train spécial ; il amène avec lui 30.000 kilos de bagages, parmi lesquels se trouvent de fortes boîtes colorées qui sont destinées au roi d'Angleterre et qui sont renfermées dans cent cinquante-cinq colis volumineux. Le prince indien arrivera, mardi matin, à huit heures, à Calais, où il s'embarquera pour Londres, par paquebot spécial ; les autres rajahs arriveront le second bateau, sont partis l'après-midi, à trois heures, et sont arrivés à Calais ce matin à onze heures.

LA GREVE D'OURSCAMPS
Compiègne, 2 juin. — La situation est toujours grave à Ourscamps. Les usines sont sursitaires. Hier soir, à l'issue d'une réunion sous bonne tenue par Klemenski, les grévistes, au nombre de 400, ont envahi l'usine, malgré l'intervention des gendarmes qui ont même été blessés légèrement, ce qui a nécessité l'envoi immédiat d'un détachement du 8e régiment de cuirassiers.

Le lendemain, les grévistes passent leur temps à manifester et à écouter les harangues du secrétaire de la Bourse du travail de Creil ; mais ils restent calmes.

MM. Joly, procureur de la République, et Marguerie, capitaine de gendarmerie, ne quittent pas les abords de l'usine.

TUÉ D'UN COUP DE CORNE
Bayonne, 2 juin. — La petite ville de Bécourt, située à quatre kilomètres de Bayonne, a célébré le deuxième dimanche de sa fête. L'après-midi, un concours de vaches landaises, qui s'est tenu dans le préau communal, a attiré un public nombreux. La fête, malheureusement, a été attristée par un douloureux accident ; un jeune homme, surpris par une vache, fut atteint dans le dos et, projeté en l'air, se brisa la colonne vertébrale en retombant sur le sol. Malheureusement, un quart d'heure après, et la foule s'est levée en sursaut.

GRAVES DÉSORDRES A BADAJOZ
Etat de siège déclaré
Madrid, 2 juin. — A la suite de graves désordres qui se sont produits à Badajoz, l'état de siège a été proclamé dans cette ville.

Trois ouvriers des champs en grève ayant exercé des violences à l'égard de plusieurs de leurs camarades qui manifestaient le désir de reprendre le travail, furent arrêtés par la gendarmerie. Les violeurs furent transférés au poste et les délittés. Les violeurs furent transférés au poste et les délittés.

Les ouvriers des champs qui se sont mis en grève se sont réunis dans une salle communale. Ils ont organisé une fédération ; ils réclament un minimum de salaire et l'interdiction de l'emploi d'ouvriers étrangers.

LES CENT MILLIONS
L'AFFAIRE HUMBERT-CRAWFORD
Toujours rien. C'est partout le même plat, et les Humbert demeurent inaccessibles.

On suppose que le comte de M. Pouchard se verra traité à la recherche des fugitifs, mais on fait savoir l'attendant qu'il n'a pas de mission officielle.

LES CRAWFORD AU HAVRE
Le Havre, 2 juin. — Par Commission rogatoire de Paris, le parquet a été chargé de rechercher dans les hôtels le passage des frères Crawford ; le juge d'instruction s'est attaché principalement à deux hôtels, l'hôtel de Bordeaux et l'hôtel de l'Amazout, qui lui avaient été signalés.

Il a trouvé le passage à l'Amazout, en février 1885, d'un frère Crawford, sous le nom de Frank, venu de Londres, et inscrit comme propriétaire ; l'autre, en août de la même année, sans prénom, inscrit comme négociant.

Cet hôtel ayant été depuis cette époque vendu trois fois, Mme Lohatier, propriétaire en 1886, a été prise de fournir le livre d'entrée ; mais la date étant très éloignée, elle a répondu que les livres avaient été détruits. L'enquête sur ce point n'aura donc aucune résultat.

L'ENQUETE A LILLE
Romain Durigac à Lille
Nous avons dit que Romain Durigac était venu à Lille, le jour de l'Assommoir, et qu'il avait couché à la « Taverna de Strasbourg », au compagnie de Mlle G... et de deux messieurs.

Le police a ouvert une enquête sur cette information précise, et voici ce qu'elle a pu découvrir :
Deux dépêches
Des renseignements furent recherchés tout d'abord à la poste. On y trouva facilement les traces d'une dépêche envoyée par M. Delachère, à Romain Durigac, le jour de l'Assommoir, et adressée à son domicile de Durigac, Mme d'Arville, qui habite rue Duret, 15, à Paris. Il était écrit à peu près en ces termes : « Veuillez examiner ces lettres, venez ces messieurs à demain. — Amédée. »

C'est bon volontiers que j'affirme vous tenir toujours pour un bonhomme. Je suis absolument convaincu que vous êtes de bon sens et que vous avez un bon cœur. Je suis certain que vous ne commettrez de l'affaire que ce que nous en commettions nous-mêmes, que bien souvent je vous ai appris des détails que vous ne commettrez pas. Je suis certain que vous ne commettrez de l'affaire que ce que nous en commettions nous-mêmes, que bien souvent je vous ai appris des détails que vous ne commettrez pas.

LA FIN DE LA GUERRE
anglo-transvaalienne
LES CONDITIONS DE PAIX
A la Chambre des communes
Londres, 2 juin. — Bien avant l'heure d'ouverture de la séance, les abords de la Chambre des communes sont fort animés. Des groupes, qui stationnent, partent des heures. Les jeunes gens jouent des airs militaires et agitent des petits drapeaux. A l'intérieur, l'atmosphère est des plus animées. Les députés des tribunes ont été plus nombreuses que jamais. Et c'est devant une belle salle que le leader du gouvernement, M. Balfour, donne lecture de la déclaration contenant les détails des conditions de paix dont voici le résumé :

Les troupes boers, actuellement en campagne, déposeront les armes ; elles rentreront tous leurs camps et toutes leurs munitions et cessent de résister à l'autorité de la République sud-africaine. Les troupes boers, actuellement en campagne, déposeront les armes ; elles rentreront tous leurs camps et toutes leurs munitions et cessent de résister à l'autorité de la République sud-africaine.

Les points généraux des conditions sont les suivants : Les Boers, qui ne se trouvent pas dans le Sud de l'Afrique, y seront réunis des qu'ils auront déclaré accepter ces conditions et aussitôt qu'un pacte leur fournira les moyens de subsistance et de subsistance.

La question des droits électoraux pour les indigènes ne sera pas soulevée avant l'établissement de l'autonomie. Assesit que la situation le permettra, une amnistie, qui comprendra des représentants des tribunes de la paix sera nommée dans chaque district du Transvaal et de l'Orange, sous la présidence d'un magistrat ou d'un autre fonctionnaire.

Dans le but d'élargir la population à rentrer dans ses foyers et de fournir aux personnes qui, par suite des pertes de la guerre, ne peuvent subvenir à leurs besoins, l'Etat, la propriété et la quantité nécessaire d'instruments agricoles de charrues, de semences, etc., le gouvernement mettra trois millions de livres sterling (75 millions de francs) à la disposition des commerçants et particuliers qui tous les billets émis, en conformité avec la loi n° 1 du 1900 des Républiques sud-africaines, et tous les billets émis par les officiers anglais en campagne, ou tout autre, seront prisés à la Commission au jour ou lieu où la Commission juge que ces billets ont été émis pour une contre-partie réelle, ou billets seront prisés comme titres établissant les pertes de guerre subies par les personnes auxquelles ils ont été primitivement émis.

Sous ces conditions, le gouvernement fera les avances dans le même but, mais il n'est pas possible de les faire plus tard, ces avances seront couvertes 5 % et seront remboursées par le gouvernement dans une période d'années par le paiement de la dette de la République sud-africaine. Les avances seront remboursées par le paiement de la dette de la République sud-africaine.

Les personnes acceptant ces conditions, ne seront privées ni de leur liberté personnelle ni de leurs biens privés. Cela ne s'appliquera pas cependant à ceux qui se seront rendus coupables de crimes actés contraires aux lois de la guerre, dont une liste sera donnée par le gouvernement à dix jours après la signature de la paix. Ces crimes seront jugés conformément aux lois en vigueur à l'époque de la guerre, immédiatement après la cessation des hostilités.

Les juges hollandais, d'ailleurs, sans exception dans les cas de crimes publics et les crimes de sang, ne seront pas jugés par les tribunaux tant que les conditions ne seront pas acceptées.

En ce qui concerne le traitement réservé aux rebelles, aucune déclaration n'est faite. Mais Kitchener et Milner ont à leur disposition les pouvoirs de la loi de la guerre, et ils ont le droit de traiter les rebelles comme ils le jugent convenable. Le traitement réservé aux rebelles du Cap et du Natal sera le même que celui réservé par les gouvernements de ces deux colonies.

Les vœux du gouvernement de la colonie du Cap, c'est que les personnes qui capitalisent et qui reconstruisent leurs propriétés, soient prisés à proportion de leurs droits électoraux. Leur commandement devra être traduit en justice pour le crime de haute trahison, et la peine à leur infliger sera laissée aux tribunaux, mais la peine ne pourra pas être la peine capitale. Les vœux de la colonie du Natal, c'est que les rebelles soient jugés conformément aux lois en vigueur à l'époque de la guerre.

Remerciements à lord Kitchener
et à l'armée anglaise
M. Balfour annonce que très prochainement il proposera à la Chambre le vote d'un ordre du jour de remerciement pour lord Kitchener et pour l'armée anglaise. L'administration militaire du Transvaal et de l'Orange sera, à la date la plus prochaine, remplacée par une administration civile. Plus tard, les circonstances détermineront l'époque à laquelle on pourra introduire un régime représentatif, qui conduira à l'autonomie.

L'impression à Londres
L'annexion qui se produit dans la cité, hier, à l'annonce de la conclusion de la paix, a été maintenue jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Dès le matin, les employés des deux sexes, qui affluèrent des quartiers extérieurs, abordèrent à la boutique des emblemes de circonstance et se pressèrent devant Mansion-House, où la nouvelle de la signature de la paix est restée affichée.

Un peu plus tard, les drapeaux commencent à réchauffer de leurs couleurs vives le ton enfumé des édifices. Par intervalles, des voix plus convaincues ou harmonieuses donnent libre essor à leurs sentiments patriotiques, par des chants appropriés, mais toujours l'abandonnés et agaçant à leur motif, des trompettes, à ceux qui pleurent sa plainte.

Le Stock Exchange s'est signalé par un bruyant enthousiasme. Avant l'ouverture du marché, les boursiers assemblés ont chanté le *Gold save the king*, puis, comme au jour de Mafeking, les chapeaux ont été en l'air, les mains se sont serrées, les acclamations se sont entrecroisées. Après quoi, un régal de félicitations a été adressé à lord Kitchener.